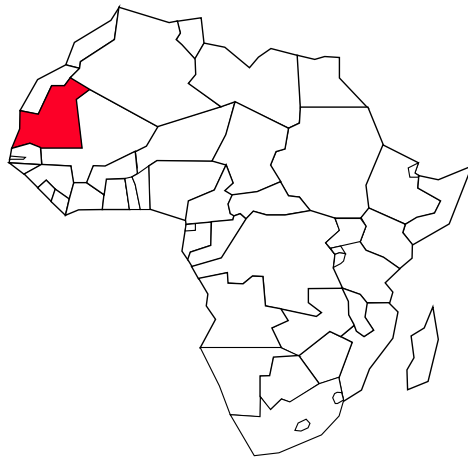


ESN -APERÇUS NUTRITIONNELS PAR PAYS



# MAURITANIE



ORGANISATIONS DES NATIONS UNIES  
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Note pour le lecteur

*Les aperçus nutritionnels présentent une vision synthétique de la situation alimentaire et nutritionnelle de chaque pays. Ils fournissent des données ainsi qu'un bref texte explicatif accompagné de graphes et de cartes. Des informations sur la production agricole et sur les caractéristiques démographiques et socio-économiques sont aussi présentées pour mieux appréhender cette situation.*

*Les données présentées sont obtenues des pays eux-mêmes et des banques de données internationales (FAO, OMS...).*

*Des notes techniques détaillées fournissent la définition et la signification des variables et des indicateurs utilisés dans les aperçus. Ces notes techniques ainsi qu'une note d'information décrivant les objectifs des aperçus sont disponibles auprès de ESNA.*

*Toutes remarques ou observations pouvant être utiles à l'amélioration de ce produit sont bienvenues.*

E-mail: ESN-REG@FAO.ORG

## Table des matières

RESUME .....	3
TABLEAU 1: STATISTIQUES GENERALES DU MAURITANIE .....	4
I. PRESENTATION GENERALE .....	5
1. Géographie .....	5
2. Population .....	5
3. Niveau de développement: pauvreté, éducation et santé .....	6
4. Production agricole, utilisations des terres et sécurité alimentaire .....	6
5. Economie .....	7
II. LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE .....	8
1. Evolution des besoins et des disponibilités en énergie .....	8
2. Evolution des disponibilités alimentaires .....	10
3. Consommation alimentaire .....	13
4. Données anthropométriques .....	14
5. Carences en micronutriments .....	16
REFERENCES .....	18

### CARTES

Carte générale de la Mauritanie

Carte 1: Densité de la population par région

## RESUME

Il y a peu de données concernant l'état nutritionnel des populations en Mauritanie et les résultats d'enquêtes qui sont disponibles sont pour la plupart difficiles à interpréter soit à cause de la faiblesse des méthodologies utilisées soit à cause du manque d'information précises sur celles-ci.

L'enquête nationale la plus récente sur l'état anthropométrique des enfants de moins de 5 ans faisait ressortir en 1995 des taux très élevés de retard de croissance (44%), indiquant un grave problème de malnutrition chronique. La situation est également préoccupante en ce qui concerne l'émaciation et l'insuffisance pondérale dont les prévalences s'élevaient respectivement à 7% et 23%. Ces taux de malnutrition sont cependant en diminution par rapport à l'enquête de 1990. Il existe de fortes disparités, régionales (la région du Centre est la plus atteinte), selon le milieu (le milieu rural est plus touché que le milieu urbain), le mode de vie (les populations nomades seraient plus défavorisées bien que leur situation soit mal documentée depuis 1990; leur effectif diminue régulièrement).

Pour ce qui concerne la malnutrition chez les adultes, avec beaucoup de réserve concernant ces derniers chiffres, l'enquête nationale EPCV de 1989/90 relevait des prévalences d'insuffisance pondérale (Indice de Masse Corporelle inférieur à 18,5 kg/m<sup>2</sup>) de près de 13% chez les femmes et 22% chez les hommes. Chez les femmes, il existe aussi une tendance importante au surpoids (36% d'IMC > 25) et à l'obésité (14% d'IMC > 30). Ces chiffres sont en fait la confirmation de l'obésité souvent rapportée chez les femmes maures: Cette obésité est due à des pratiques alimentaires traditionnelles en faveur des femmes.

Les données sur les carences en micro-nutriments sont encore plus rares en Mauritanie. Néanmoins, les problèmes les plus fréquents semblent les troubles dus à la carence en iode et la carence en vitamine A.

Les informations quantitatives sur la consommation alimentaire en Mauritanie sont inexistantes et elles demeurent très parcellaires du point de vue des dépenses alimentaires des ménages. Les résultats de l'enquête EPCV de 1989 montrent que celles-ci sont deux fois plus élevées en milieu urbain qu'en milieu rural où la part de l'autoconsommation demeure importante. D'autre part ces résultats soulignent que les disponibilités et la consommation au niveau des ménages étaient très dépendantes de l'aide alimentaire.

Les Disponibilités Energétiques Alimentaires (DEA) ont augmenté régulièrement au cours des trente dernières années, en passant d'environ 2000 kilocalories à plus de 2580 par personne et par jour. La plus forte augmentation s'est produite en fait suite à la sécheresse du début des années 70, à partir des années 1974-76, correspondant à des importations alimentaires record (près de 70% des DEA provenaient alors des importations). En effet, la Mauritanie est un pays très aride, en grande partie constitué de désert ou de zones semi-désertiques du fait de la pluviométrie très faible (1% seulement des terres reçoivent suffisamment d'eau pour des cultures permanentes) et de l'absence de possibilités d'irrigation sauf le long du fleuve Sénégal à la frontière Sud.

Les conséquences des aléas climatiques sur le cheptel et le recours aux importations et à l'aide alimentaire majoritairement basée sur des céréales, de même que la sédentarisation des populations nomades (dont le taux est passé de 75% en 1965 à moins de 10% actuellement) et l'urbanisation rapide (de 9 à 51% en trois décennies, avec une prévision de 73% pour 2025), ont entraîné d'importantes modifications dans les habitudes et le régime alimentaire des Mauritaniens.

TABLEAU 1: STATISTIQUES GENERALES DU PAYS

Mis à jour le 13/8/98

Indicateur (\$) Année Unité de mesure Mauritanie

**A. Terres à usage agricole**

1. Terres agricoles	1995	ha par habitant	17.352
2. Terres arables et cultures permanentes	1995	ha par habitant	0.091

**B. Cheptel**

1. Bovins	1993-95	milliers	1141
2. Ovins/Caprins	1993-95	milliers	8805
3. Porcins	1993-95	milliers	...
4. Volaille	1993-95	millions	4

**C. Population**

1. Population totale	1996	milliers	2333
2. 0-5 ans	1996	% population totale	19.1
3. 6-17 ans	1996	% population totale	30.5
4. 18-59 ans	1996	% population totale	45.2
5. >=60 ans	1996	% population totale	5.2
6. Population rurale	1996	% population totale	48.8
7. Taux de croissance, Total	1995-2000	% population totale	2.5
8. Taux de croissance, Rural	1995-2000	% population rurale	-0.3
9. Projection population totale en 2025	2025	milliers	4443
10. Population agricole	1995	% population totale	48.7
11. Densité de la population	1995	par Km <sup>2</sup>	2.2

**D. Niveau de développement**

1. PIB par habitant, méthode Atlas	1995	\$EU courants	460
2. Indice de Développement Humain	1993	min[0] - max[1]	0.353
3. Incidence de pauvreté, Total	1990	% de la population	45.0
4. Incidence de pauvreté, Rural	1988	% de la population	80.0
5. Espérance de vie à la naissance	1997	années	54.3
6. Mortalité infanto-juvénile	1994	par 1000 naissances	199

**E. Commerce produits alimentaires**

1. Importations alimentaires	1993-95	% importations totales	45.3
2. Exportations alimentaires	1993-95	% exportations totales	38.7
3. Aide alimentaire en céréales	1993-95	% import. en céréales	15.6

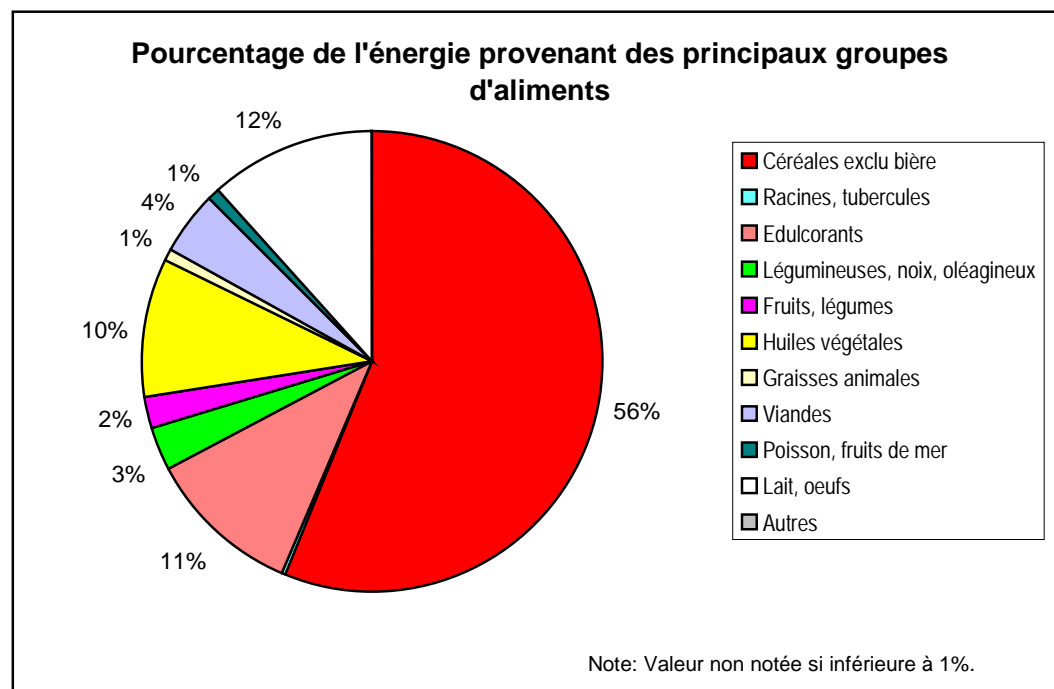
**F. Indice de production alimentaire**

1. Indice total de production	1993-95	1989-91=100	94.5
2. Indice de production par personne	1993-95	1989-91=100	85.3

Indicateur (\$) Année Unité Mauritanie

**G. Disponibilités alimentaires**

1. Disponibilités Energétiques Alimentaires (DEA)	1993-95	Kcal/pers/jour	2581
---	---------	----------------	------



2. Protéines	1993-95	g/pers/jour	75
<b>% provenant des:</b>			
3. Produits végétaux	1993-95	% protéines	59.1
4. Produits animaux	1993-95	% protéines	40.9

**Apport énergétique des:**

5. Protéines	1993-95	% DEA	11.9
6. Lipides	1993-95	% DEA	21.9

**H. Insuffisance alimentaire**

1. Effectif de personnes "sous-alimentées"	1990-92	millions	0.4
2. Pourcentage de "sous-alimentés"	1990-92	% du total	20.0

... données non disponibles § cf. Références pour les sources de données employées.  
 NB: les virgules sont remplacées par des points ce qui est dû aux contraintes des logiciels de mise à jour.

# MAURITANIE

## I. PRESENTATION GENERALE

### 1. Géographie

La République Islamique de Mauritanie, d'une superficie de 1.030.700 km<sup>2</sup>, bordée à l'ouest par l'océan Atlantique, et limitrophe du Sahara Occidental au nord-ouest, de l'Algérie au nord-est, du Mali à l'est et au sud-est et du Sénégal au sud, occupe une position intermédiaire entre le Maghreb et l'Afrique noire (**Carte générale de situation**).

Le relief est constitué au centre et au nord du pays par des massifs peu élevés (plateaux et falaises) du Tagant et de l'Adrar (point culminant Kediet Ijill 910 m). A l'exception de l'extrême sud, occupé par les régions alluvionnaires de la vallée du fleuve Sénégal et de ses affluents, le reste du pays est majoritairement couvert de vastes formations de dunes. Le fleuve Sénégal qui délimite la frontière avec le pays du même nom est le seul cours d'eau permanent du pays. Son débit qui présentait des variations saisonnières et annuelles importantes est maintenant en partie régularisé par de grands barrages.

Le climat est chaud (températures moyennes supérieures à 25°C avec d'importantes variations saisonnières et journalières) et aride (en moyenne 200 mm de pluie par an). On distingue du nord au sud : une zone saharienne très aride (pluviométrie <100 mm par an) couvrant les deux tiers du pays, une zone sahélienne (100 à 400 mm de pluie par an) et une zone sahélo-soudanienne en bordure du fleuve Sénégal. La saison des pluies dure de juin à septembre.

Du point de vue écologique, du nord au sud, le désert recouvre les deux tiers du territoire avec une végétation discontinue sous forme d'oasis ; en basse et moyenne Mauritanie, la couverture végétale est plus régulière (savane, arbustes épineux); à l'extrême sud, la bande alluvionnaire irriguée par les pluies et le fleuve Sénégal est la seule partie du pays propice aux cultures et supportant une végétation pérenne et diversifiée.

### 2. Population

Recensée en 1988 à 1,86 millions habitants, la population Mauritanienne était estimée en 1996 à 2,33 millions d'habitants dont la moitié de moins de 18 ans, avec un taux de fertilité de 5,1 (UNICEF, 1998). Le taux de croissance démographique est estimé à 2,54 % en 1995, et il est projeté 4,5 millions d'habitants en 2025 (**Tableau 1**).

La densité moyenne de population (2,2 habitants/km<sup>2</sup>) est une des plus faibles d'Afrique. La population est très inégalement répartie sur le territoire puisque 80 % de la population habite le tiers sud du territoire. A l'exception de la capitale Nouakchott (environ 1 million d'habitants), la majorité de cette population est concentrée le long de la vallée du fleuve Sénégal. Dans le reste du pays, la densité de population est très faible, à l'exception de centres urbains tels que Nouadibou (160.000 habitants) sur la côte atlantique et de Zouérate (50.000 habitants) ville minière à la frontière du Sahara occidental (**Carte 1**).

Si la population mauritanienne était traditionnellement majoritairement nomade (75% en 1965), elle a subit, du fait de la sécheresse des dernières décennies, de la volonté politique du gouvernement et de la modernisation du pays, de profonds bouleversements. La proportion de nomades qui est passée de 33 % en 1977 à 21 % en 1984, est actuellement estimée à moins de 10% (EIU, 1996). En contre partie la population urbaine est passée de 9 % en 1965 à 35 % en 1985 pour atteindre plus de 50 % en 1995 (dont environ 80 % à Nouakchott).

La population est composée pour environ les deux tiers de Maures arabophones, historiquement nomades (incluant les Beydanes d'ascendance arabo-berbère, et les «maures noirs» ou Haratines) et pour le tiers restant, des «Négros-Mauritaniens» comprenant les Toucouleurs, Peuls, Soninkés et Wolofs (EIU, 1996). A l'exception des Peuls, ces derniers étaient historiquement majoritairement agriculteurs et concentrés dans le sud du pays.

### **3. Niveau de développement: pauvreté, éducation et santé**

Avec un PIB par habitant estimé à 460 \$EU en 1995, la Mauritanie est un pays à faible revenu mais dans la moyenne des pays d'Afrique sub-saharienne. Le pourcentage de pauvres (moins de 275 \$EU de dépenses annuelles par an et par personne) était estimé à 45% en 1990 (80% en milieu rural). De manière globale selon l'Indice de Développement Humain (UNDP, 1997), le pays est en 1997 au 150ème rang (sur 175) entre la Tanzanie et la Centrafrique. Pour cet indice, par rapport aux pays de même catégorie de revenu, la Mauritanie est relativement mal classée du fait de taux d'alphabétisation (36,9 % en 1994) et de scolarisation globale (36%) assez bas (UNDP, 1997). Ces chiffres sont néanmoins tous deux en progression de même que le taux brut de scolarisation primaire (79 % en 1990-1994). Ces trois indicateurs présentent des disparités importantes au détriment du sexe féminin.

L'espérance de vie à la naissance, en progression (53 ans en 1995, contre 39 en 1960) est dans la moyenne des autres pays d'Afrique sub-saharienne mais inférieure de 10 ans à celle du groupe des pays à revenus équivalents (UNICEF, 1998). Le taux de mortalité infanto-juvénile (183 pour mille) est le 15ème plus élevé du monde et supérieur à la moyenne des pays d'Afrique sub-saharienne. La couverture vaccinale des enfants de moins de 1 an va de 50% (DTP, polio, rougeole) à 93% (BCG). (UNICEF 1998). Les données concernant l'accès à l'eau potable et à l'hygiène sont imprécises mais ces aspects posent des problèmes, notamment en milieu rural.

### **4. Production agricole, utilisations des terres et sécurité alimentaire**

L'agriculture et l'élevage représentaient en 1994, 20% du produit intérieur brut de la Mauritanie (contre 39,7% en 1981-83 et 44,3% en 1971-73) (EIU, 1996). Moins de 1% des terres reçoivent suffisamment d'eau pour permettre des cultures permanentes. Malgré le développement de l'irrigation, les surfaces cultivées varient considérablement d'une campagne à l'autre: ainsi pendant les sécheresses de 1985/1986 et 1992/1993 seulement 100.000 ha produisaient des céréales, contre 135 000 en 1993/94 et 260.000 pour la saison 1994/1995 qui a été particulièrement pluvieuse.

Les terres arables sont situées dans l'extrême sud, le long du fleuve Sénégal. Les cultures sont pour la plupart travaillées par des paysans utilisant des techniques traditionnelles. Le millet et le sorgho sont les cultures de base représentant environ 80% des surfaces plantées et 60% de la production de 1994/1995. Le riz paddy, en progression, produit sur des terres irriguées, représente 30% de la production de céréales. En sus des aléas climatiques, les cultures sont également soumises aux attaques d'acridiens. Dans le centre du pays, les plantations de palmiers dattiers qui étaient prospères ont beaucoup souffert des sécheresses successives et ne suffisent même plus à répondre à la demande intérieure.

L'élevage est pratiqué dans la zone sahélienne (quart sud du territoire) et le centre. La mobilité des troupeaux et la sous-déclaration pour des raisons fiscales font que les statistiques sur le cheptel sont très imprécises. Après la grande sécheresse du début des années 1970 qui a réduit de moitié le cheptel bovin et celle de 1984 qui avait surtout affecté les petits ruminants et les ovins, la situation s'était améliorée. En 1994 on dénombrait environ 1,1 million de bovins, 8,8 millions d'ovins et de caprins et 1,1 million de camélidés.

La pêche était dans les années 1980 le secteur le plus dynamique de l'économie Mauritanienne. L'exportation des produits de la pêche a atteint des taux records en 1986 (388.000 tonnes) et s'est maintenue autour de 300.000 tonnes jusqu'en 1993. L'année 1994 a été une année de crise avec une diminution de 38 % en volume. De nouveaux accords négociés en 1996 avec l'EU devraient accroître les revenus, en contrepartie d'un accès facilité aux ressources halieutiques.

Bien que les gouvernements successifs aient affiché l'autosuffisance alimentaire comme une priorité, la sécurité alimentaire est très soumise aux aléas climatiques. En 1993/95, les céréales importées représentaient 35% des disponibilités de la Mauritanie en céréales (FAOSTAT). Dans les années 1970 la production de viande couvrait la demande interne mais la couverture est tombée à moins de 40% après la sécheresse de 82/83. La situation s'est améliorée depuis, avec une détérioration passagère à la fin des années 1980 lors du conflit avec le Sénégal. Bien que le pays soit potentiellement autosuffisant pour ce qui concerne le lait et les produits laitiers, le manque d'équipements pour la conservation et la transformation font que les importations dans ce secteur sont importantes (1/3 des importations alimentaires en valeur). Au total en 1993-1995, les importations alimentaires représentaient 45% des importations et ce chiffre est encore plus élevé lors des années de sécheresse.

Le dernier point de la situation a estimé à la fin du mois d'octobre la production céréalière totale de 1997/98 à 153 400 tonnes, niveau dépassant de 26 % celui de 1996/97, mais inférieur de 5 % à la moyenne des cinq dernières années (FAO-SMIAR novembre 1997). La situation générale des approvisionnements alimentaires devrait être difficile pour les paysans pratiquant l'agriculture pluviale dont la production a été réduite par le manque d'eau, notamment dans les régions des deux Hodhs, de Gorgol et de Guidimaka. Grâce à des importations massives, les prix du blé et du riz demeurent stables, ou ont fléchi. En revanche, les prix des céréales secondaires locales ont monté, par suite des perspectives de récolte défavorables pour les cultures pluviales.

## 5. Economie

Du point de vue économique, la Mauritanie est classée parmi les pays les moins avancés. L'économie de la Mauritanie est très dépendante du secteur primaire: en 1994, 37,2% du PIB provenaient de l'agriculture, l'élevage, la pêche et les mines, ces deux derniers secteurs représentant 98% des exportations (EIU 1997).

Le secteur minier représente 12% du PNB et 40% des revenus à l'exportation et était la principale exportation jusqu'au milieu des années 1980 où il a cédé cette place aux produits de la pêche. La principale ressource est le minerai de fer exploité dans le nord du pays. Des projets sont en cours pour redémarrer ou améliorer l'exploitation d'autres types de mines (principalement cuivre et d'or). Les revenus miniers, de même que la viabilité économique de futurs projets tels que l'exploitation des réserves de phosphates et de sulfures sont très dépendants des cours des matières premières sur le marché international. Le secteur secondaire est très peu développé (12% du PNB), 50% de la valeur ajoutée provient des industries de transformation des aliments (hors produits de la pêche).

Les voies de communication, notamment les routes, sont peu développées. La dette extérieure est très importante (239% du PNB en 1994) même si des allègements sont prévus pour 1996 et 1997. Le taux de croissance du PNB fluctue en fonction des cycles périodiques de sécheresse, des revenus de la pêche et des variations du cours des minerais (fer principalement) sur le marché international. Il était néanmoins de 4,9% en 1995.

## II. LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

### 1. Evolution des besoins et des disponibilités en énergie

L'évolution des besoins en énergie est fonction à la fois de l'accroissement naturel de la population, de sa structure en âge et la répartition entre le milieu urbain et le milieu rural. En effet, en 1965 la population urbaine qui était de l'ordre de 9% en 1965 est passée à plus de 50% en 1995, et les projections pour 2025 font état de 73% (**Tableau 2**).

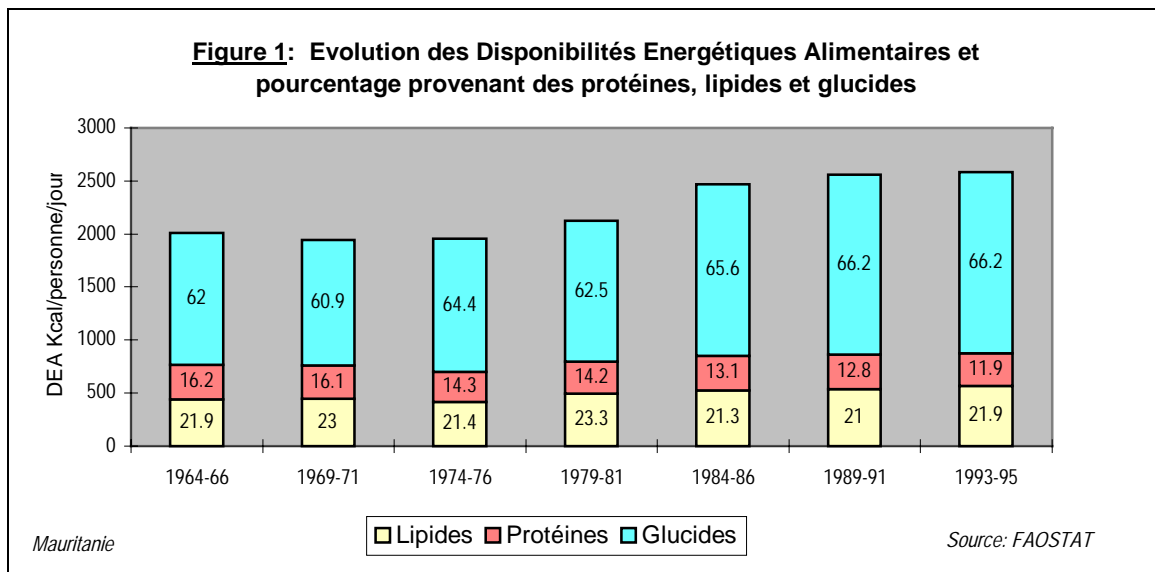
**Tableau 2: Population totale, taux d'urbanisation, besoins énergétiques et disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) par personne et par jour en 1965, 1995 et 2025**

Année	1965	1995	2025
Population totale ( <i>milliers d'habitants</i> )	1096	2274	4443
Taux d'urbanisation (%)	9.0	51.2	72.6
Besoins énergétiques par personne ( <i>kcal/jour</i> )	2171	2130	2178
DEA par personne ( <i>kcal/jour</i> )*	2012	2581	—

\* Moyenne calculée sur trois ans pour 1964-66 et 1993-95 (*Source: FAOSTAT*)

L'adéquation entre besoins et disponibilités est essentiellement marquée par une phase d'insuffisance qui va jusqu'en 1980 et qui est succédée par une phase de rattrapage due à un accroissement significatif des disponibilités énergétiques alimentaires (DEA). Le taux de croissance annuel des DEA a été de l'ordre de 1,7% sur la période 1975-1980 et il a atteint 3% entre 1980 et 1985. D'après les estimations de la FAO, le nombre de personnes sous-alimentées en 1990-92 était estimé à 0,4 million, soit 20% de la population, un taux qui a diminué de plus de la moitié depuis 1969-71 (FAO/SMA, 1996).

La **Figure 1** retrace l'évolution sur ces 30 dernières années des disponibilités énergétiques, exprimées en termes de Kcal/personne/jour. Cette évolution part d'un niveau d'environ 2000 kilocalories en 1964-66, diminue sensiblement entre 1969-71 et 1974-76 consécutif à la sécheresse du début des années 70, auquel succède une forte remontée dans les années 1980-1985 (en 1984-86 est enregistrée une augmentation de plus de 345 kcal, soit plus de 16%). Celle-ci s'explique sans doute par le fait que les effets de la sécheresse ont été compensés en 1984-86 par des importations record (70,7% des DEA) et une aide alimentaire de niveau jamais plus égalé depuis de 129.000 tonnes de céréales. Les derniers chiffres (1993-95) montrent une tendance à la stabilisation autour de 2500 kcal/pers./jour.



La part des protéines dans les DEA diminue graduellement de 16,2% à 11,9% sur la période allant de 1964-66 à 1993-1995, même si en valeur absolue après le point bas de 1974-76 (279 kcal) on avait retrouvé en 1989-1991 (326 kcal) le niveau de 1964-66 (325 kcal) avec en 1993-1995, une légère baisse (308 kcal). La part des protéines animales dans les protéines totales, qui était de 55% en 1964-66, n'est plus que de 41% en 1993-1995: après la diminution très importante de 55% à 46,4% entre 1969-71 et 1974-76 consécutive à la sécheresse marquée par la destruction des troupeaux et l'afflux de céréales du fait de l'aide alimentaire, la tendance est à une baisse graduelle d'environ 2% par an depuis la timide reprise en 1979-81 (48,7%). La part des lipides dans les DEA reste relativement stable, en 1993-95 elle est du même ordre (21,9%) qu'en 1964-66, malgré quelques fluctuations passagères. En valeur absolue par contre, on note une augmentation de 440 à 565 kilocalories de 1964-66 à 1993-95, avec un minimum en 1974-76 (418 kcal) suivi d'une remontée graduelle jusqu'en 1993-1995. Un fait marquant est que la part de lipides d'origine animale n'a cessé de diminuer depuis 1964-66 (73,7 %) pour se situer à 42,9% en 1993-1995. La part des glucides, de manière corollaire, passe de 62% en 1964-66 à 66% en 1993-1995 avec une augmentation en valeur absolue s'élevant de 1.246 à 1.708 kcal.

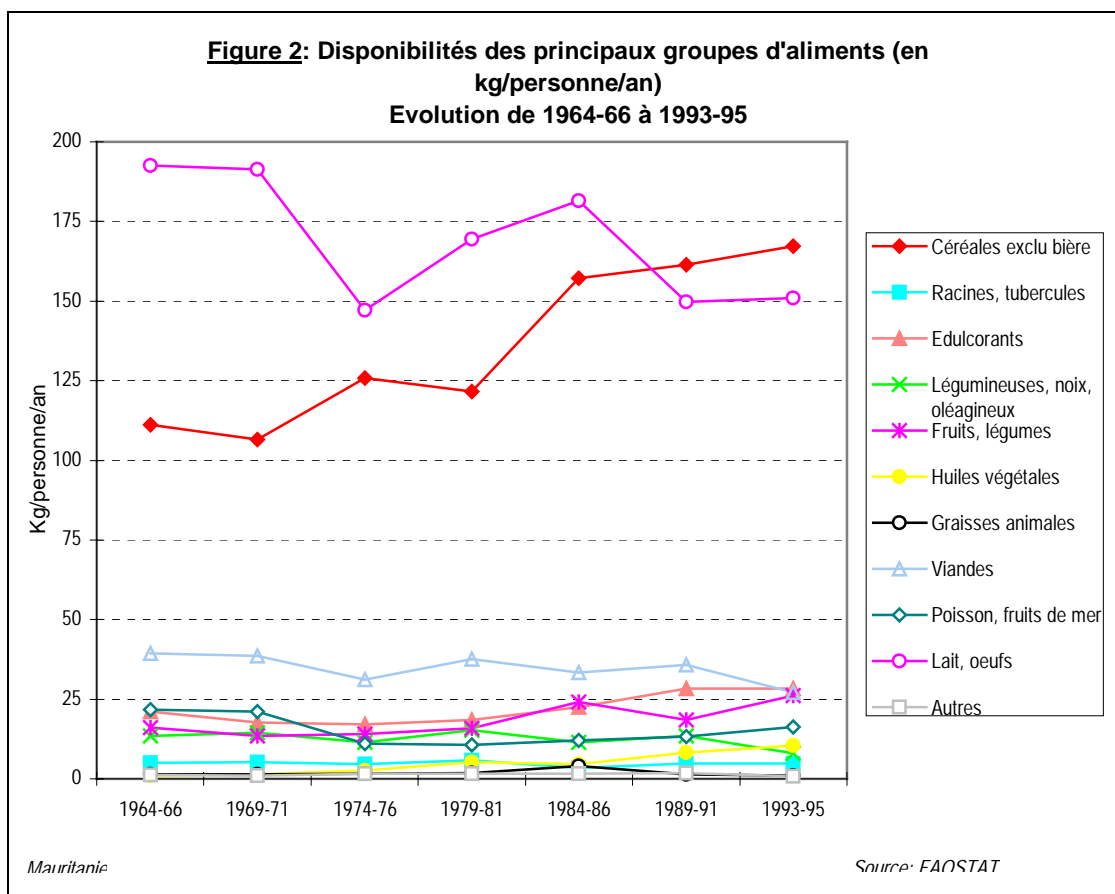
De manière générale, au-delà de l'augmentation des DEA, ces chiffres suggèrent que la répartition de la ration énergétique disponible, suivant les trois principaux macronutriments, est restée stable, même si on note une diminution de l'apport protéique en faveur des glucides.

## 2. Evolution des disponibilités alimentaires

Les tendances évoquées ci-dessus se reflètent dans les chiffres présentés pour les principaux groupes d'aliments (**Figures 2 et 3**). Par exemple, les chiffres concernant les huiles végétales sont en hausse aussi bien en termes de quantités qu'en pourcentage des DEA; de même que ceux concernant la disponibilité des céréales. On constate une baisse pour ce qui concerne le lait et les œufs (malgré des importations en hausse), ainsi que la viande, avec des irrégularités dans les tendances qui renvoient aux problèmes climatiques (sécheresse du début des années 1970 et 1980 par exemple).

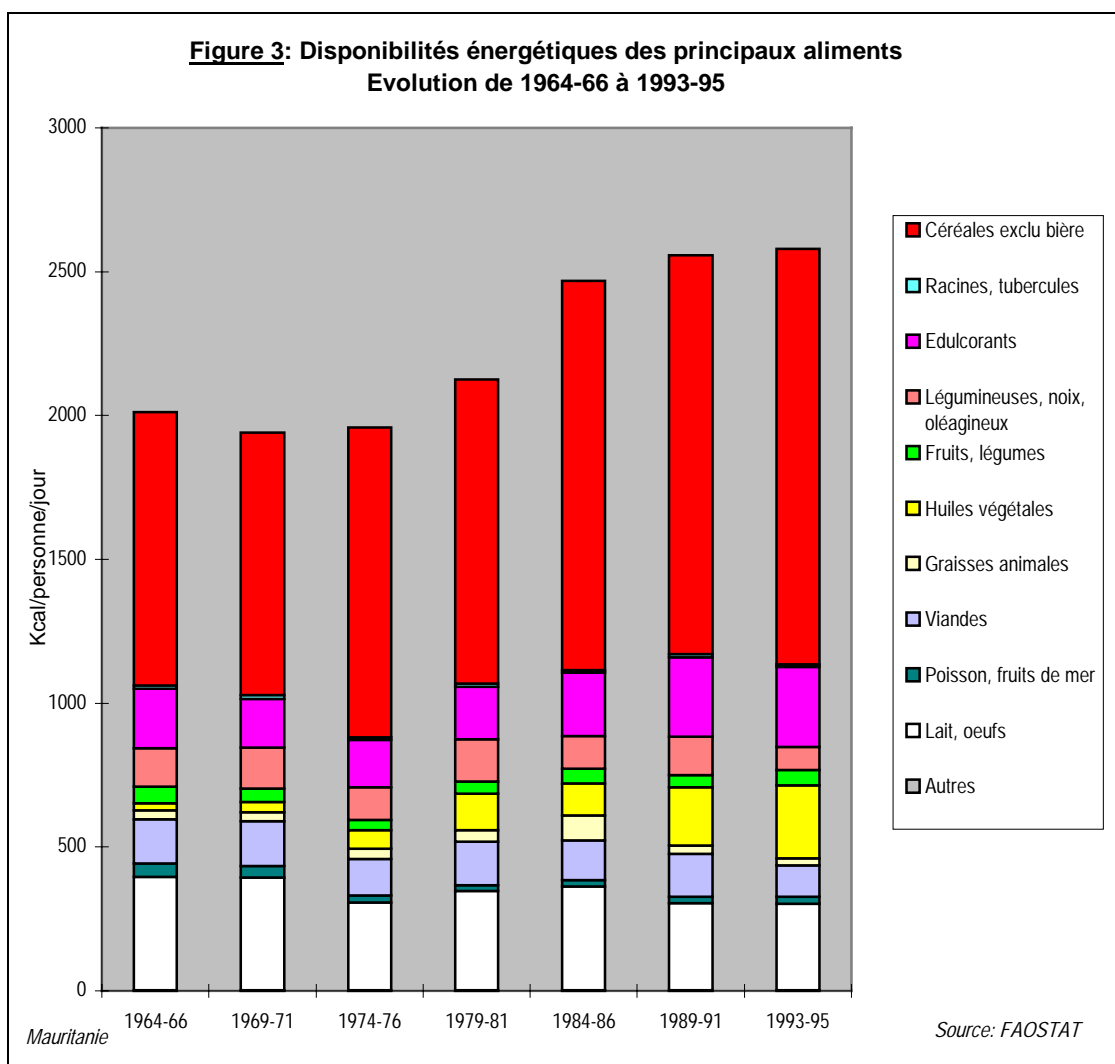
En marge de ces tendances, on peut également noter l'augmentation de la disponibilité des fruits et des légumes ainsi que celle des édulcorants. Après une diminution entre 1964-1966 et 1974-1976, la disponibilité des édulcorants a augmenté parallèlement à celle des graisses, phénomène souvent rencontré dans les milieux à urbanisation rapide en Afrique.

Paradoxalement, malgré d'importantes ressources, le poisson et les fruits de mer restent marginaux avec même une tendance à la diminution des disponibilités. Il y a néanmoins certainement de grandes disparités régionales.



La structure de l'apport énergétique est significatif compte tenu de l'évolution des différents principaux groupes d'aliments. En effet, on remarque un changement drastique qui commence à partir des années 1979-81 (**Figure 3**). Les groupes d'aliments qui ont le plus évolué entre 1964-66 et 1993-95 sont, en particulier: les céréales (qui sont passées de 47% à 56% des DEA); les huiles végétales ont augmenté de plus de 10 fois (de 1% à 10%); tandis que sont diminuées de moitié les légumineuses/noix/oléagineux et tous les produits d'origine animale (les viandes, le poisson et les produits laitiers).

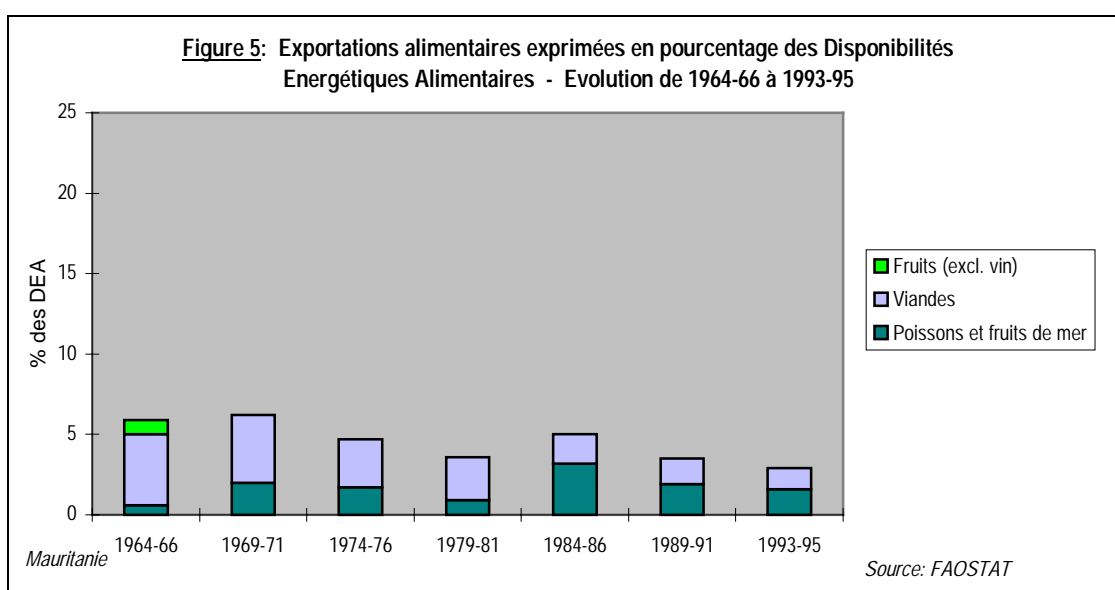
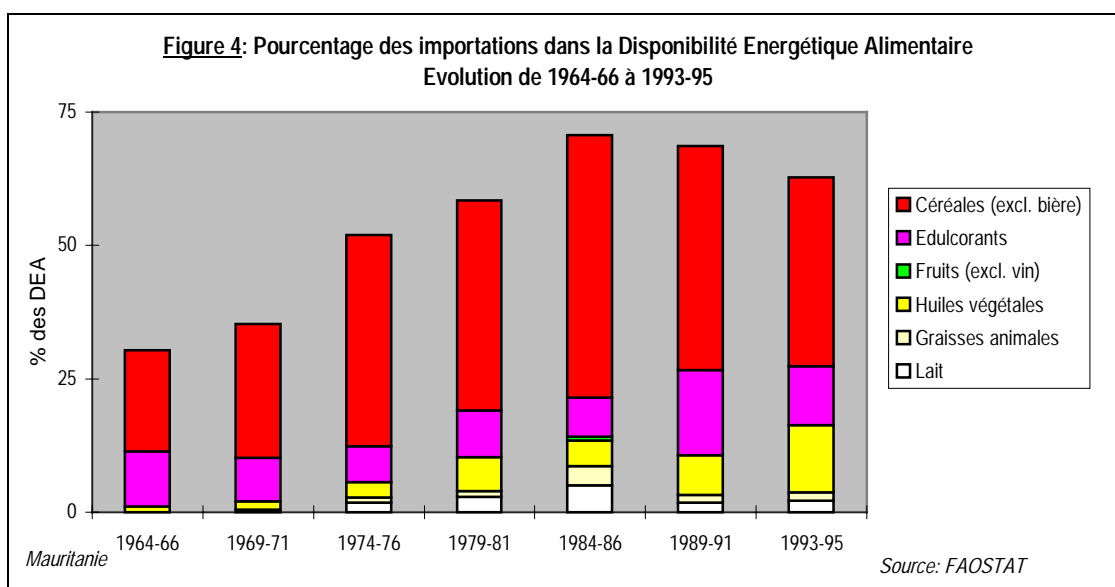
De façon générale, le fait marquant de cette évolution est le remplacement progressif d'une partie des protéines et surtout des lipides d'origine animale, traditionnellement importants chez les Mauritaniens, par des produits d'origine végétale. Le point de départ de cette tendance se situe en 1974-76 lors de la sécheresse qui a résulté en une forte diminution du nombre de têtes de bétail et une augmentation très importante des importations céréalières y compris de l'aide alimentaire. La modification considérable de la répartition de la population entre le milieu urbain et rural et les changements alimentaires qui en découlent sont également un élément explicatif potentiel de cette tendance.



### Principales importations et exportations alimentaires:

La **Figure 4** montre clairement une augmentation très importante des importations alimentaires suites à la sécheresse du début des années 70. Ces importations passent de 35% des DEA en 1969-71 à 52% en 1974-76 et atteignent des niveaux record en 1984-86 (plus de 70% des DEA) avec une grande part venant de l'aide alimentaire (près de 129.000 tonnes de céréales). Par rapport aux chiffres de 1984-1986 l'aide alimentaire en céréales a été divisée par quatre (36.489 tonnes), diminution compensée par des importations céréalières restant à des niveaux très élevés (de l'ordre de 250.000 tonnes depuis 1984-1986). Les importations alimentaires globales, bien qu'en diminution représentent toujours près des deux tiers des DEA et 45% des importations totales en valeur ce qui est considérable.

Les exportations alimentaires, exprimées en pourcentage des DEA, sont restées inférieures à 5% depuis les années 1974-76. Celles-ci concernent essentiellement les viandes et les poissons (Figure 5).



### 3. Consommation alimentaire

Les informations récentes sur la consommation alimentaire sont inexistantes pour ce qui concerne les quantités effectivement consommées et elles demeurent très parcellaires du point de vue de l'analyse de la consommation à partir des dépenses des ménages.

Quelques éléments concernant les dépenses alimentaires sont fournis par l'enquête EPCV (Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des ménages) de 1989 (Elder, 1990). D'après cette enquête, les dépenses totales d'alimentation des deux dernières semaines étaient beaucoup élevées en milieu urbain (4.607 Ouguiyas) qu'en milieu rural (2.227 Ouguiyas pour la région du fleuve et 1.891 Ouguiyas pour le reste du pays) du fait de la part importante de l'autoconsommation. En milieu urbain, les principaux postes de dépenses (en pourcentage des dépenses alimentaires totales) étaient le pain (6%), l'huile (5%), le lait en poudre (4%), le sucre (10%), le thé (7%), la viande (bœuf 10%, mouton 5%, chameau 19%), le poisson (7,5%) et les légumes (4%). En milieu rural, en particulier dans la région du fleuve Sénégal, les principales dépenses concernaient le pain (5%), l'huile (11%), le lait en poudre (16%), le sucre (20%), le thé (10%), la viande de mouton (5%), et le poisson (9%). Dans le reste du pays on relevait le lait en poudre (6%), le sucre (27%), et la viande (mouton 10%, chameau 6%, chèvre 7%).

Il est très difficile d'interpréter ces chiffres en termes de quantités par personnes du fait de la taille variable des ménages, de la variabilité du coût monétaire des différents aliments d'une région à l'autre et de l'autoconsommation en milieu rural. Globalement, ils ne sont néanmoins pas en contradiction avec les éléments qualitatifs dont on dispose sur l'alimentation en fonction des régions et des ethnies. Par exemple, chez les maures (Beydanes et Harratines) qui sont historiquement nomades, on retrouve le goût pour le thé, la viande, le lait (souvent en poudre issu de l'aide alimentaire), le sucre, et les graisses tandis que les «négrs-mauritaniens» consomment plus volontiers des céréales, des légumes, du poisson et plus modérément du thé. Dans tous les cas, ces éléments viennent en complément de la base de l'alimentation constituée par le sorgho, le riz, le mil blanc, le maïs local, les niébés, tous auto-consommés à de très fortes proportions en milieu rural.

Les résultats de l'enquête EPCV de 1989 confirment également que les disponibilités et la consommation au niveau des ménages étaient très dépendantes de l'aide alimentaire puisque 34% des ménages enquêtés déclaraient en avoir bénéficié lors des 12 derniers mois.

Du point de vue des pratiques traditionnelles, le «gavage» est typique dans cette zone d'Afrique et consiste en une sur-alimentation traditionnelle liée à la perception culturellement valorisante de l'obésité chez les femmes maures. Bien qu'en forte diminution, cette coutume est encore pratiquée dans certaines régions et/ou milieux de la Mauritanie (FAO, 1996). Ce genre de pratique, ainsi que la priorité de la femme pour l'accès au plat familial lors des repas, est parfois évoquée comme un facteur potentiellement protecteur en cas de crise alimentaire.

Pour ce qui concerne les interdits alimentaires, au-delà des interdits liés à la religion musulmane (porc, alcool), certaines études font état d'interdits spécifiques à certaines période de la vie: les œufs ralentiraient le langage et la dentition chez les enfants; pour les Maures, le poisson diminuerait l'intelligence.

#### 4. Données anthropométriques

Les sources de données anthropométriques sont peu nombreuses et de plus les résultats des enquêtes qui sont disponibles sont parfois d'interprétation délicate, soit par manque de précision sur la méthodologie (échantillonnage et mode de recueil des données anthropométriques), soit car celle-ci pose clairement problème.

Le **Tableau 3a** donne les prévalences de malnutrition chez les enfants relevées par les enquêtes nationales. L'enquête nationale la plus récente qui a évalué l'état anthropométrique des enfants de 0 à 5 ans (Enquête nationale sur les Indicateurs des Objectifs à Mi-terme, EIOM) date de 1995 et faisait ressortir des taux très élevés de retard de croissance (44%), ainsi que d'émaciation (7,2%) et d'insuffisance pondérale (23%) (Ministère du Plan et de l'Emploi et UNICEF, 1995). Ces prévalences font état d'une situation préoccupante sachant que ces chiffres se trouvent au delà des seuils acceptables de malnutrition d'après les classifications établies par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS, 1995). On observe d'autre part de fortes disparités entre le milieu urbain et le milieu rural, au détriment de ce dernier.

Ces taux de malnutrition sont en diminution par rapport à ceux de 1990 fournis par l'enquête nationale du projet PAPCHILD, qui faisait état de 52% de retard de croissance, 14,9% d'émaciation et 50,7% d'insuffisance pondérale (Ministère du Plan, Office National de la Statistique, - Ministry of Planning, National Statistics Department - 1992). Cette même enquête ne faisait pas apparaître une aussi grande différence entre les milieux ruraux et urbains, mais une plus grande prévalence dans les populations nomades (sur laquelle aucune autre information n'est disponible à ce jour).

Au vu des résultats des autres enquêtes, il existe également de fortes disparités suivant les zones géographiques: ainsi l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV) de 1987-1989 a relevé 53% de retard de croissance dans la région du centre alors qu'elle était de 25% dans la zone du fleuve (Ministère du Plan et de l'Emploi, Office National de la Statistique, 1990 et Elder, 1990).

De manière générale, le retard de croissance est donc un problème de très grande ampleur qui touche environ 1 enfant de moins de 5 ans sur 2. Le problème de l'émaciation touche davantage certains sous-groupes particuliers de la population. Au niveau national néanmoins, les chiffres les plus récents montrent une nette amélioration par rapport à ceux du début de la décennie. Néanmoins, au-delà des différences de méthodologie (échantillonnage, mesures, etc.), la comparaison des données de poids-taille (indicateur de l'émaciation) entre les différentes enquêtes est encore rendue plus difficile du fait de la variabilité potentielle de cet indicateur suivant l'époque de l'année a été déroulée l'enquête.

Pour les adultes, les données de l'enquête EPCV de 1989/90 qui n'ont jamais été publiées, sont les seules disponibles à l'échelle nationale. L'interprétation des résultats présentés dans le **Tableau 3b** doit tenir compte de réserves importantes sur la méthodologie de collecte et le manque d'informations disponibles pour l'analyse de ces données.

Malgré une prévalence de maigreur élevée chez les femmes (12,6% ont un Indice de Masse Corporelle inférieur à  $18,5 \text{ kg/m}^2$ ), ces chiffres font néanmoins ressortir nettement des valeurs de tendance centrale (moyenne, médiane) élevés et une très importante prévalence de surpoids (36,4% d'IMC  $\geq 25 \text{ kg/m}^2$ ) et d'obésité chez les femmes (14,2 % d'IMC  $\geq 30 \text{ kg/m}^2$ ). Ceci est en cohérence avec les observations qualitatives rapportées au sujet de l'obésité chez les femmes mauritaniennes, phénomène culturel lié à des pratiques alimentaires spécifiques. Les données sont insuffisantes pour permettre de faire la part de ces facteurs culturels

traditionnels et de l'effet de la modification des comportements alimentaires dus à la mutation de la société Mauritanienne. Ces taux élevés de surpoids sont néanmoins prédictors de problèmes de santé publique potentiels (pathologies associées à l'obésité chez les adultes telles que les problèmes cardio-vasculaires, hypertension et diabète) comme on commence à l'observer dans certains autres pays d'Afrique présentant également une coexistence de problèmes de maigreur et d'obésité (transition nutritionnelle).

Chez les hommes, la distribution de l'Indice de Masse Corporelle est très différente que chez les femmes: la moyenne est de 20,7 kg/m<sup>2</sup> et le pourcentage d'IMC inférieur à 18,5 kg/m<sup>2</sup> est élevé (22,2%).

**Tableau 3a: Données anthropométriques sur les enfants**

Source/ Année de l'enquête	Lieu	Echantillon			Pourcentage de malnutrition						
		Nombre	Sexe	Age ans	Insuffisance Pondérale		Retard de croissance		Emaciation		Surpoids
					% Poids/Age < -3ET	< -2ET	% Taille/Age < -3ET	< -2ET	% Poids/Taille < -3ET	< -2ET	% Poids/Taille > +2ET
<b>EPCV (1988)</b>	<b>National</b>	948	M/F	0-4,9	...	...	...	34.0	...	18.0	...
Elder, 1990	<i>Région:</i>										
	Nouakchott	215	"	"	...	...	...	31.0	...	18.0	...
	Autres Villes	154	"	"	...	...	...	34.0	...	23.0	...
	Rural Fleuve	143	"	"	...	...	...	29.0	...	17.0	...
	Rural Autre	436	"	"	...	...	...	38.0	...	16.0	...
	<i>Zone:</i>										
	Désert	...	"	"	...	...	...	39.0	...	11.0	...
	Côte	...	"	"	...	...	...	31.0	...	19.0	...
	Fleuve	...	"	"	...	...	...	25.0	...	21.0	...
	Centre	...	"	"	...	...	...	53.0	...	23.0	...
	Est	...	"	"	...	...	...	34.0	...	11.0	...
<b>PAPCHILD (avr.-sept. 1990)</b>											
Min.Plan, 1992	<b>National</b>	4.807	M/F	0-4,9	...	50.7	...	52.0	...	14.9	...
	<i>Milieu:</i>										
	Urbain	...	"	"	...	47.4	...	51.9	...	12.8	...
	Rural	...	"	"	...	52.9	...	50.9	...	16.8	...
	Nomades	...	"	"	...	48.9	...	58.1	...	11.3	...
<b>EIOM (déc.95-fév.96)</b>											
UNICEF, 1996	<b>National</b>	3733	M/F	0-4,9	...	23	...	44.0	...	7.2	...
	<i>Milieu:</i>										
	Urbain		"	"	...	19.5	...	39.7	...	6.4	...
	Rural		"	"	...	27.2	...	49.1	...	8.2	...

Notes: ... données non disponibles

**Tableau 3b: Données anthropométriques sur les adultes**

Source/ Année de l'enquête	Lieu	Echantillon			Pourcentage de malnutrition							
		Nombre	Sexe	Age ans	Indice de Masse Corporelle (kg/m <sup>2</sup> )			Déficience Energétique Chronique % d'IMC			Surpoids % d'IMC	Obésité % d'IMC
					moyenne	ET	médiane	<16,0	16,0-16,9	17,0-18,5		
<b>EPCV (1990)</b>												
	<b>National</b>	2,112	M/F	>18	22.7	4.9	21.6	2.6	4.0	10.1	15.6	8.5
		1,230	F	"	24.1	5.6	23.1	2.0	3.6	7.0	22.2	14.2
		882	M	"	20.7	2.9	20.5	3.3	4.5	14.4	6.4	0.7

Notes: ... données non disponibles

## 5. Carences en micronutriments

Les données récentes concernant les carences en micronutriments sont quasi inexistantes. D'autre part, comme pour l'anthropométrie, la méthodologie d'échantillonnage et des mesures effectuées est souvent insuffisamment explicitée ou en partie inadaptée. Les données sur les carences en micronutriments sont présentées dans le **Tableau 4**.

Les troubles dus à la carence en iode (TDCI) ont été étudiés récemment dans une étude nationale (enquête partielle n'ayant sondé en fait que trois régions) portant sur les enfants en milieu scolaire (MSAS/OMS, 1995). Cette enquête fait état d'une prévalence de goitre de 30,9% chez les écoliers au niveau national, avec des disparités importantes selon les régions allant de 22,5% à Nouakchott jusqu'à 43,3% dans le Brakna. D'après ces chiffres, dont la représentativité au niveau national est à relativiser, la Mauritanie appartiendrait à la catégorie des pays à taux élevés de maladies induites par la carence iodée (c'est à dire présentant une prévalence de goitre > 30%).

Les seules données concernant la carence en vitamine A datent de 1983 et concernent seulement la région Adrar et celle de Tagant en milieu rural semi-désertique (USAID, 1983). La prévalence de la xérophtalmie chez les enfants en dessous des 5 ans était très élevée de l'ordre de 2,5% basée sur signes cliniques (tâches de Bitot, ulcération de la cornée). Une enquête conduite dans la région Hod-el-Gharbi en 1987 avait collecté des données biochimiques sur le niveau de rétinol sanguin et faisait état de près de 60% de prévalence de rétinol sanguin < 70 µmol/l chez les enfants de 1 à 15 ans. L'OMS établit à 20% le seuil au-delà duquel il existe un problème de santé publique sévère.

Les seules données disponibles sur l'anémie ferriprive sont anciennes et ne concernent que certaines régions (USAID, 1983). Celles-ci font état de prévalences d'anémie de 17,6% chez les 0-5 ans (jusqu'à 22,2% dans une des régions enquêtées, Trarza) et de 33,3 % chez leurs mères (anémie diagnostiquée par signes cliniques: pâleur de la conjonctive).

Dans le rapport de l'enquête USAID de 1983 sont cités plusieurs cas de scorbut, signe de carence en vitamine C. De tels cas résultant d'observations très récentes ont également été rapportés.

**Tableau 4: Enquêtes sur les carences en micronutriments**

Source/ Année de l'enquête	Carence	Lieu	Echantillon			Pourcentage
			Nombre	Sexe	Age ans	
<b>Iode</b>						
<b>MSAS/OMS</b>	Goitre total	<i>Région urbaine de:</i>				
<b>1995</b>		Nouakchott	1200	M/F	6 - 14	22.5
		Adrar	1220	"	"	26.2
		Brakna	1200	"	"	43.3
		Hodh el Chargi	1200	"	"	32.2
<b>Vitamine A</b>						
<b>USAID</b>	Xérophtalmie	<i>Région:</i>				
<b>1983</b>		Rural Tagant	...	M/F	0,5 - 5	2.5
		Adrar	...	"	"	2.7
<b>Fer</b>						
<b>USAID</b>	Anémie (signes cliniques)	<i>Région:</i>				
<b>1983</b>		Rural Trarza	815	M/F	< 5	22.2
		Rural Tagant	356	"	"	14.3
		Rural Adrar	237	"	"	6.8
		Rural 3 régions	742	F	mères	33.3

Notes: ... données non disponibles

## REFERENCES

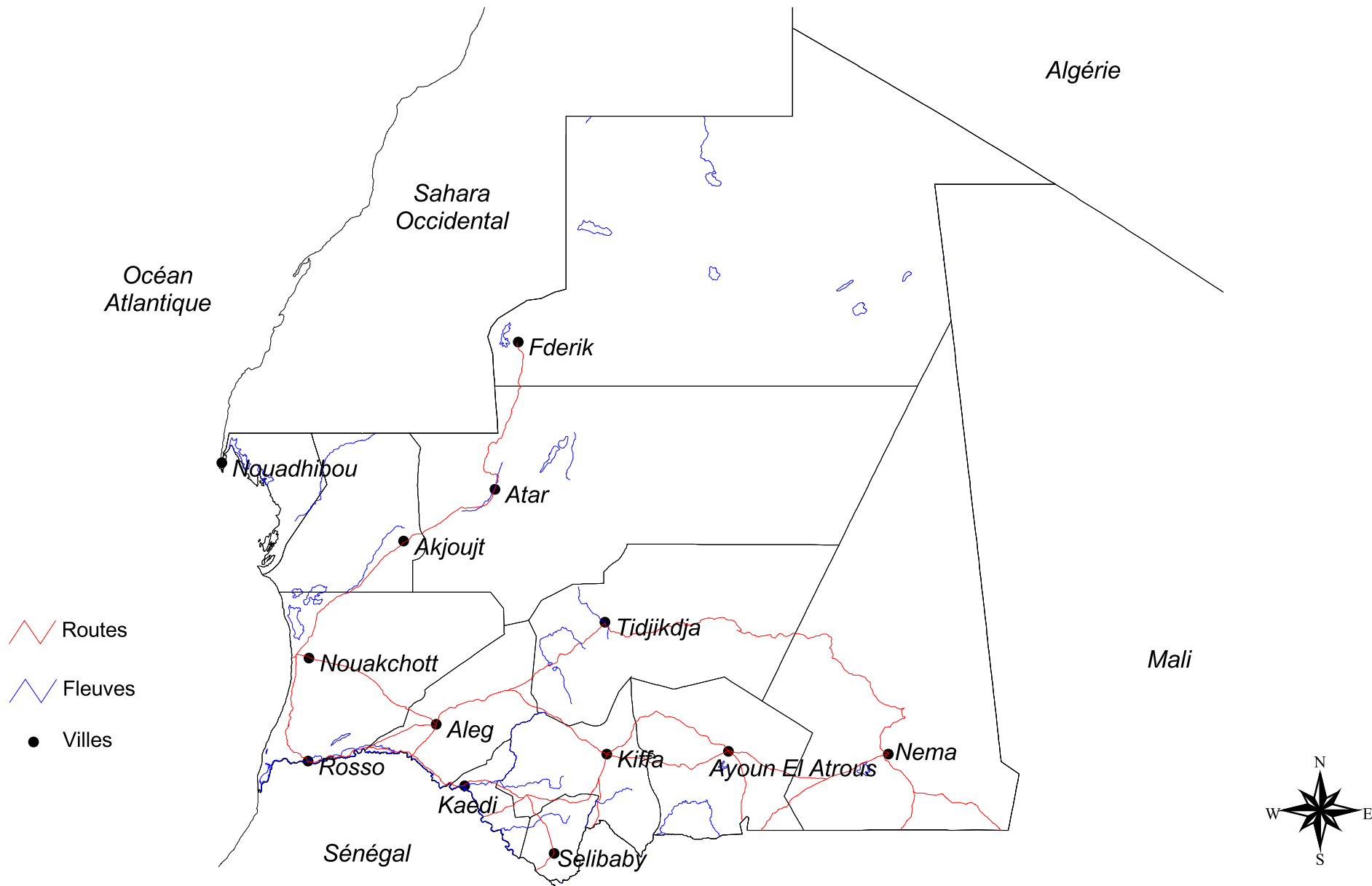
- Banque Mondiale.** 1997. *The World Development Indicators 1997 CD-ROM. Win\*STARS System Version 4.0.* Banque Mondiale, Washington, D.C.
- EIU.** 1996. *The Gambia, Mauritania Country profile 1996-1997.* The Economist Intelligence Unit, Londres.
- Elder J.A.** 1990. *The socio-economic determinants of nutritional status among children under five in Mauritania.* Social Dimension of Adjustment Surveys. The World Bank, Washington D.C.
- FAO/SMA (Sommet mondial de l'alimentation).** 1996. *Cartographie de la Sous-alimentation - un processus continu - Poster préparé pour le Sommet mondial de l'alimentation, 13-17 novembre 1996.* FAO, Rome.
- FAOSTAT.** 1997. *Site Web de la FAO.* Statistics database. FAO, Rome.
- FAO (Akhchichine A.).** 1996. *Perception et comportements relatifs à la santé en Mauritanie. Recherche par focus group dans le district de Nouakchott et les Wilayas du Brakna, du Hodh El Gharbi et de Dakhlet Nouadhibou.* Ministère de la Santé et des Affaires Sociales, Direction de la Protection Sanitaire, FAO, Nouakchott.
- FAO.** 1996. *Aperçu nutritionnel Mauritanie.* Division de l'Alimentation et de la Nutrition. FAO, Rome.
- Ministère du Plan et de l'Emploi, Office National de la Statistique.** 1990. *Enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV). Résultats. Agriculture, Elevage, Aide et Dépenses Alimentaires.* Nouakchott.
- Ministère du Plan et de l'Emploi, Office National de la Statistique.** 1990. *Enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV). Résultats. Première année d'enquête, Décembre 1987 – Janvier 1989.* Nouakchott.
- Ministère du Plan et de l'Emploi, Direction des Ressources Humaines, UNICEF.** 1995. *Enquête nationale sur les indicateurs des objectifs à mi-terme en Mauritanie. Méthodologie et échantillonnage.* Nouakchott.
- Ministère du Plan et de l'Emploi, Direction des Ressources Humaines, UNICEF.** 1995. *Enquête nationale sur les indicateurs des objectifs à mi-terme en Mauritanie. Analyse des résultats prioritaires.* Nouakchott.
- Ministry of Planning, National Statistics Department.** 1992. *Mauritanian Maternal and Child Health Survey 1990-1991 - PAPCHILD Project. Principal Report.* Nouakchott.

- MSAS/OMS** (Dr. Ntambwe-Kikambe). 1995. *La « faim cachée » en Afrique. Un voile levé sur la carence en Iode en République Islamique de Mauritanie.* Ministère de la Santé et des Affaires Sociales, Service de Nutrition. Nouakchott.
- OMS.** 1997. *Physical status: the use and interpretation of anthropometry. Report of a WHO Expert Committee.* WHO Technical Report Series No. 854. Organisation Mondiale de la Santé, Genève.
- Tabatabai H.** 1996. *Statistics on poverty and income distribution. An ILO Compendium of data.* International Labour Office, Geneva.
- UN.** 1997. *World Population Prospects Database 1950-2050. The 1997 Revision.* United Nations Population Division. New York.
- UN.** 1996. *World Urbanization Prospects. The 1996 Revision.* United Nations Population Division. New York.
- UNDP (Programme des Nations Unies pour le Développement).** 1997. *Human Development Report.* Oxford University Press. New York.
- UNICEF.** 1997. *The State of the World's Children 1997.* United Nations Children's Fund. Oxford University Press. New York.
- USAID** (Goldman H.W. and B.H. Brown), **CDC** (Binkin N.), **Ministry of Health Social Affairs and Labour.** 1983. *Report on the nutritional status of Mauritanian children during the 1983 drought emergency: assessment and recommendations.* Nouakchott, Islamic Republic of Mauritania.

[F1] Références des données présentées dans le Tableau 1 des Statistiques Globales:

<i>Source:</i>	<i>Indicateur:</i>
<b>FAOSTAT.</b> 1997.	A.1-2, B, C.10-11, E.1-3, F, G
<b>UN.</b> 1996/1997	C.1-9, D.5
<b>Banque Mondiale.</b> 1997.	D.1
<b>UNDP.</b> 1997.	D.2
<b>Tabatabai H.</b> 1996.	D.3-4
<b>UNICEF.</b> 1997.	D.6
<b>FAO/SMA.</b> 1996.	H

# Carte générale de la Mauritanie



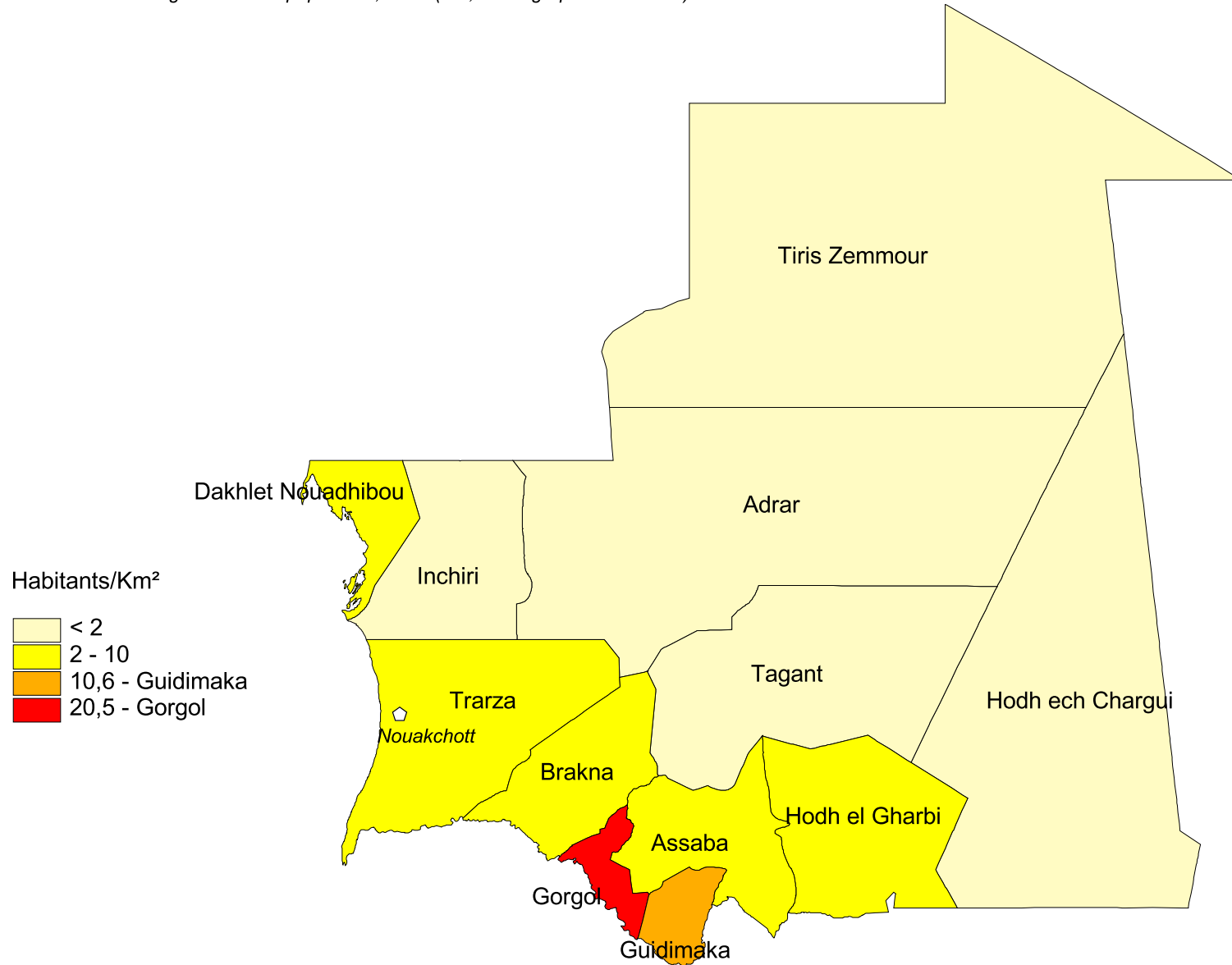
Echelle 1 : 9 000 000 (approx.)  
Projection Géographique

The designations employed and the presentation of the material in the maps do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of FAO concerning the legal or constitutional status of any country,

FAO - GIS/ESNA, Août 1998

# Carte 1: Densité de la population par région

Source: Recensement général de la population, 1988 (UN, Demographic Yearbook)



Echelle 1 : 9 000 000 (approx.)  
Projection Géographique